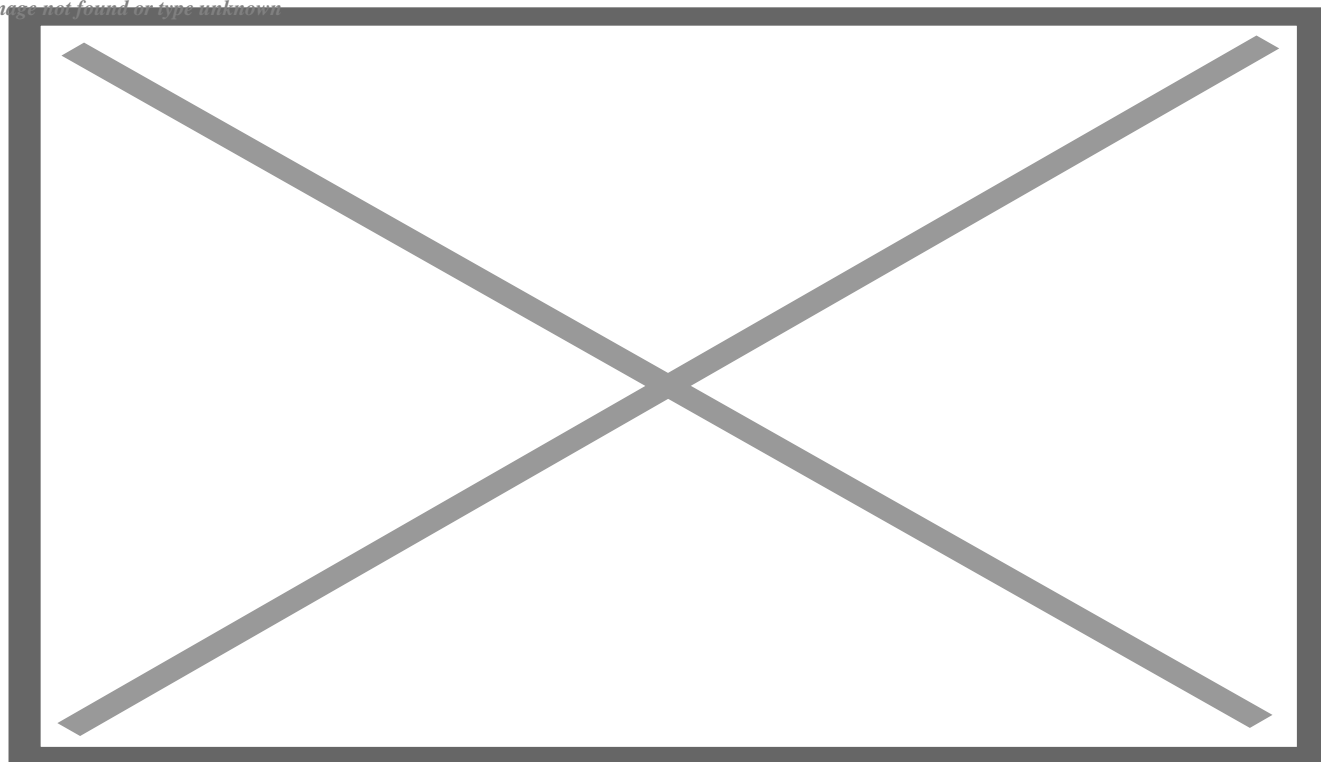


L'Argentine rappelle à la CPI qu'elle n'est pas membre du Groupe de Lima et retire son soutien aux accusations contre le Venezuela

Image not found or type unknown



Buenos Aires, 27 mai (RHC) Le jour même où le gouvernement argentin a officiellement quitté le Groupe de Lima, estimant que ses actions "n'ont abouti à rien", l'ambassade de ce pays aux Pays-Bas a adressé une lettre à la Procureure de la Cour Pénale Internationale, Fatou Bensouda, pour demander le retrait de toutes les mesures prises contre le Venezuela devant cette cour.

Dans une lettre à laquelle RT a eu accès, l'Argentine a rappelé qu'elle ne faisait plus partie du groupe - composé de plusieurs pays dans le but d'isoler le gouvernement de Nicolás Maduro - et a donc retiré son soutien au procès ouvert contre le Venezuela en septembre de 2018.

"Le Gouvernement de la République argentine se retire dudit recours ainsi que de toute présentation faite dans ce cadre, y compris la Note OI 48/2019 du 30 septembre 2019 liée à un rapport préparé par le Ministère de la Justice et des droits de l'homme de l'Argentine", précise la lettre.

L'échec du «mandat provisoire» de Guaidó et le retrait d'un soutien à son administration, comme celui de l'Union européenne au début de 2021, s'est accompagné de «l'effet dévastateur» des mesures coercitives unilatérales des États-Unis contre la population vénézuélienne, selon la Rapporteuse spéciale pour les droits de l'homme des Nations Unies (ONU), Alena Douhan. Dans ce contexte, l'Argentine a demandé son exclusion du procès contre Caracas devant la CPI.

La position de l'administration Fernández, comme indiqué dans la déclaration dans laquelle elle a annoncé le retrait du Groupe de Lima, est que la solution à la crise vénézuélienne soit apportée dans le cadre d'un «dialogue inclusif qui ne favorise aucun secteur en particulier». , et cela permet la réalisation "d'élections sous contrôle international acceptées par la majorité »

De plus, après l'attaque de la pandémie, Buenos Aires a insisté sur les effets néfastes des «sanctions et blocus imposés au Venezuela et à ses autorités», notamment parce ils portent atteinte aux droits humains de la population».

Ces dernières semaines, le Gouvernement vénézuélien a demandé au Bureau de la Procureure de la Cour pénale internationale (CPI) qu'il tienne compte de la réalité" et de se méfier des informations fournies pour faire l'examen préliminaire, engagé contre l'État et les hautes autorités de la nation sud-américaine, pour leur responsabilité présumée dans des crimes contre les droits de l'homme.

XXXXXXXXXX

Plus tôt ce mois-ci, la vice-présidente vénézuélienne, Delcy Rodríguez, a donné une conférence de presse au cours de laquelle elle a dénoncé qu'après une étude réalisée par des experts du Big Data, il avait été déterminé qu'à travers les réseaux sociaux, principalement Twitter, un état d'opinion s'était construit contre Caracas, généré par de fausses nouvelles et manipulations venant des États-Unis.

Le recours mentionné dans la lettre est la pétition déposée par le Canada, le Chili, la Colombie, le Paraguay, le Pérou et l'Argentine - à l'époque gouvernée par le président de droite Mauricio Macri -, en 2018, pour enquêter sur le gouvernement du Venezuela pour des crimes présumés contre l'humanité. À l'époque, la plainte était une action sans précédent, puisqu'un groupe d'États n'avait jamais poursuivi en justice un tiers devant cette Cour.

Dans la lettre, l'Argentine souligne que son retrait "ne portera pas préjudice aux actions que mène le parquet concernant la situation au Venezuela conformément aux dispositions du Statut de Rome, dans le respect de l'indépendance judiciaire".

Si Macri à l'époque où il était au gouvernement a été un des promoteurs de l'attaque diplomatique contre Caracas, qui a gagné en force après que les membres du Groupe de Lima aient ignoré l'élection de Maduro et soutenu l'auto-proclamation de l'ancien député de l'opposition Juan Guaidó en tant que "président par intérim", l'arrivée de Fernández au pouvoir a impliqué un changement dans la politique extérieure vis-à-vis de Caracas.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/258649-largentine-rappelle-a-la-cpi-quelle-nest-pas-membre-du-groupe-de-lima-et-retire-son-soutien-aux-accusations-contre-le-venezuela>



Radio Habana Cuba